

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 16](#)
(4)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Georges Coulon, 8 janvier 1872](#)

Jean-Baptiste André Godin à Georges Coulon, 8 janvier 1872

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 16 (4)

Collation 4 p. (200v, 201v, 202v, 203v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Georges Coulon, 8 janvier 1872, consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/52671>

Copier

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [8 janvier 1872](#)

Lieu de rédaction Inconnu

Destinataire [Coulon, Georges \(1838-1912\)](#)

Lieu de destination 28, rue Pigalle, Paris

Scripteur / Scriptrice [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Description

Résumé Sur le procès en séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Godin déclare qu'il est favorable à une licitation immédiate. Il présente une évaluation des biens de l'usine et du Familistère depuis 1863 et discute des conditions de la licitation. Il soumet ses interrogations à Coulon et à

Cresson.

Mots-clés

[Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Cresson, Guillaume Ernest \(1824-1902\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\) - Familistère](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Le 4 janvier 1898

Monsieur le Ministre

J'ai depuis lors examiné
un peu la question de la
libre, je n'ai de plus en
plus convaincu qu'il n'y
avait la solution immédiate
mais en ayant vu qu'il faut
distinguer les circonstances
et apporter
un avis qui se base de faire
à nouveau il n'est que les
degrés que j'ai faits en
accroissement de nos années
et de l'indication de la
de l'année 1,270, 000 francs
en l'indication correspondante en
1889, 1890 correspondante en
1891 en 1892 par la 3250
en 1893 par la 184 millions de francs
et un tel droit en 1894
par 394 millions de francs en

d'après un acte de son mari
 de sa succession le quart
 des rentes à leur mariage.
 d'après un rapport fait à
 l'abbé de la Roche en 1863 et la
 liquidation de sa part sur la
 totalité pour le produit de
 son partage proportionnelle-
 ment aux valeurs existantes
 et le dit quart à prendre
 mais à une condition, c'est
 que le prix en deux payes-
 ment comptant, si par hasard
 il venait aux trois années
 d'acquiescer de longs délais de
 paiement, ce serait pour
 elle l'acte un motif pour
 qu'elle les empires de qu'elle
 ces des gens d'affaires n'en
 manqueraient pas de leur
 faire entendre quelle situation
 en entraînant les délais de
 paiement des affaires de
 la vie que la chose de
 traitait et que le

on s'obstine à vouloir
 conserver ce qui aurait fait
 de grand tantant plus belle
 il me faut étudier les moyens
 d'empêcher que M^{me} Gudin
 puisse compter sur les moyens
 de me priver de mon capital
 en le conservant entre ses
 mains en attendant des bons
 cours qu'elle chercherait chez
 les industriels capitalistes
 je devrais ainsi empêcher
 tout qu'on ne s'empare
 industrielle devant à moi-même
 dans le cas où je ne
 pourrais obtenir que la
 liquidation soit faite au
 comptant il faudrait qu'il
 me soit réservé le droit de
 retirer mes actions et mes
 brevets, je ne dois pas
 d'autre moyen d'empêcher
 la spéculation de se faire
 à mon détriment avec
 mes propres actions

Je reviens maintenant au point
à votre plus chère atten-
tion et à celle de M.
Cresson. et je désire sans
retard votre avis sur ce point
à ce sujet.

Truivy agréer mes
meilleures salutations

Truivy